Éditorial

Catherine Nicault

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoire-cnrs/234>

DOI : 10.4000/histoire-cnrs.234

ISSN : 1955-2408

Éditeur

CNRS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 5 novembre 2003

ISBN : 978-2-271-06144-7

ISSN : 1298-9800

Référence électronique

Catherine Nicault, « Éditorial », *La revue pour l'histoire du CNRS* [En ligne], 9 | 2003, mis en ligne le 27 février 2006, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-cnrs/234> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoire-cnrs.234>

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

Comité pour l'histoire du CNRS

Éditorial

Catherine Nicault

- 1 Voici la neuvième livraison de *La Revue*. Le dossier, consacré à l'histoire du temps présent et aux institutions qui ont structuré ce qui se présente depuis le début des années 1980 comme un nouveau champ disciplinaire au sein de l'histoire dite « contemporaine », ne devrait pas vraiment surprendre le lecteur attentif. Si l'accent a plutôt été mis jusqu'ici sur les sciences dites « dures » pour des questions d'opportunité et de programmation, les sciences humaines et sociales ont toujours eu leur place dans nos pages. C'est néanmoins la première fois, mais pas la dernière gageons-le, que nous réservons la vedette à un thème touchant aux sciences humaines.
- 2 Mais pourquoi cet intérêt pour l'histoire du temps présent ? Et d'abord qu'entendre par là ? La notion - sous d'autres dénominations souvent - émerge au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Besoin de comprendre les tragédies européennes récentes et d'établir les responsabilités, expansion du monde universitaire, notamment de la communauté des historiens du contemporain, et donc nécessité de conquérir de nouveaux territoires, autant de raisons qui explique l'intérêt marqué par une part de la gent historienne pour le passé proche, et son souci d'affirmer la possibilité de son étude scientifique. Cela contre les réserves tenaces du monde académique : le manque de recul, l'inaccessibilité des archives, et la saturation du « présent » - à l'époque les années 1930 et 1940 - par la mémoire et ses enjeux.
- 3 Non que les tourmentes et traumatismes précédents n'aient déjà, dans un passé plus lointain, suscité, tôt après l'événement, une réflexion collective et une littérature historique de qualité. Songeons seulement aux initiatives du gouvernement français après la Grande Guerre, créant la Société d'histoire de la guerre mondiale ainsi que la bibliothèque d'histoire de la guerre, ancêtre de la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC), et patronnant la publication, entre 1928 et 1957, d'un vaste recueil des documents diplomatiques relatifs aux années 1871-1914. C'est dès 1925, soit 11 ans après les faits, que Pierre Renouvin publiait *Les Origines immédiates de la guerre* (28 juin-4 août 1914). Mais seul l'accès privilégié qu'il avait eu aux documents, autrement dit le recours exceptionnellement possible pour une période aussi récente

aux méthodes historiques classiques, avait poussé le spécialiste reconnu des « relations internationales » dans cette entreprise.

- 4 Bref, si l'histoire académique du temps présent n'est pas une pratique inédite en 1945, c'est après cette date seulement qu'elle put s'imposer, en même temps qu'elle se dégageait progressivement des emprises partisans, et non sans amorcer, au fur et à mesure de l'écoulement du temps, un glissement continu vers d'autres plages chronologiques, toujours plus éloignées des horizons de la guerre. S'il en résulte une relative « banalisation » sur le plan des méthodes, les rapports complexes entre histoire du temps présent et justice continuent de marquer ce type d'histoire d'une personnalité propre.
- 5 Nous ne saurions trop remercier Pieter Lagrou, qui est l'inventeur et le coordinateur de ce dossier, ainsi que Patrick Garcia et Valeria Galimi, d'avoir souligné, au-delà de ses aspects français et du rôle tenu par le CNRS dans cette inflexion historiographique à travers son Institut d'histoire du temps présent créé en 1978, la dimension européenne du phénomène, en même temps que les modalités et les tempos différents qui marquent cette émergence tant en France qu'en Italie, en Allemagne ou dans les pays du Nord-Ouest. On pourrait certes étendre le champ d'observation à d'autres contrées, et il y aurait lieu sans doute aussi de contextualiser davantage l'émergence des comités ou instituts voués à l'étude du temps présent en donnant plus de place à l'observation de l'Université sous ce rapport, comme à celle des revues. Dès les années 1950, le rôle par exemple de la Fondation nationale des sciences politiques est fondamental en France dans le renouveau d'une histoire politique qui n'éprouve aucun état d'âme à s'attaquer au très contemporain. En tant que pôle structurant, XX^e siècle, revue d'histoire, qui naît en 1984, mériterait une étude en soi. Mais nous avons décidé de diminuer la taille des dossiers pour faire place à davantage de diversité dans *La Revue*. Rien de nous interdit au demeurant de revenir à l'avenir sur ce thème passionnant.
- 6 De la variété, le lecteur en trouvera en effet un peu plus qu'à l'ordinaire dans les pages qui suivent : à travers l'exemple de l'Association pour la mesure des sciences et des techniques (Adest), Jean-Pierre Courtial poursuit les investigations inaugurées dans notre précédent numéro sur le thème de l'évaluation scientifique, de même que Muriel Le Roux en étudiant l'évaluation de la recherche industrielle dans le groupe Pechiney ; l'originalité du papier de Girolamo Ramunni sur la fraude scientifique ne manquera pas de retenir l'attention, de même que celui de Denis Guthleben, qui propose une étude stimulante sur l'image du CNRS dans les médias ; enfin, les souvenirs de Pierre Jacquinet rendent hommage à cet ancien directeur général du CNRS disparu récemment. Comme à l'accoutumée, l'actualité éditoriale est présente à travers quatre comptes rendus critiques d'ouvrages récents.
- 7 Reste à souhaiter que cette formule légèrement modifiée de *La Revue* satisfasse notre public, un public aux centres d'intérêt divers, à l'image du CNRS qui la publie. Dans l'attente de vos réactions, bonne lecture !

AUTEUR

CATHERINE NICAULT

Professeure à l'université de Reims